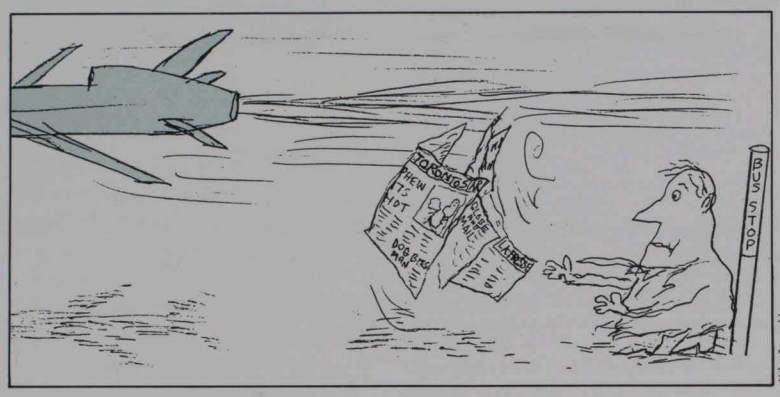
tique. Aucun éditorial ni colonne d'analyse n'a abordé ce sujet pendant tout l'automne. Ajoutons toutefois que, si l'on remonte au 3 avril de cette année-là, la section financière du *Globe* contenait le premier article de taille concernant la société *Litton Systems de Toronto* qui négociait un contrat sur la construction des systèmes de guidage pour missiles de croisière.

Le *Toronto Star* n'a guère brillé, lui non plus. L'entrefilet du 5 octobre, paru précédemment dans le *Globe*, a été publié dans le *Star* quatre jours plus tard. Le 20 octobre, le pigiste Tad Szulc offrait un reportage d'une demi-page sur l'inquiétude suscitée en Europe par la maladresse du président Carter en matière de politique étrangère et par les risques d'intensification de la course aux armements si le déploiement des missiles de croisière et des missiles Pershing II se réalisait. Le 14 novembre, à l'issue d'une réunion du Groupe de planification nucléaire de l'OTAN à La Haye, il y eut un article de quatre paragraphes affirmant que l'OTAN allait devoir prendre "l'une des plus dures décisions de son histoire", à savoir s'il fallait ou non implanter 572 missiles de croisière et Pershing II en Europe comme riposte au déploiement des SS-20 soviétiques.

Nicholas Hills, journaliste pour l'agence Southam à Londres, a écrit un assez long article sur l'offre faite vers la fin d'octobre par le chef soviétique Leonid Brezhnev, qui proposait une réduction des armements à condition que l'OTAN s'abstînt de déployer les nouveaux missiles. Le reportage de M. Hills contenait la seule mention du danger que représentait le déploiement des missiles de croisière. En effet, il a cité un spécialiste américain de la limitation des armements, Herbert Scoville, lequel disait que le déploiement de ces missiles "inaugurait la mise en oeuvre d'une nouvelle génération d'armes qui défiait presque toute forme de contrôle", tandis que l'implantation des missiles Pershing II en Europe constituait "une mesure provocatrice", étant donné qu'ils seraient à même d'atteindre très rapidement des cibles militaires près de Moscou.

En passant au peigne fin les coupures de presse recueillies dans 26 grands journaux canadiens anglophones et francophones parus pendant l'automne de 1979, je n'ai pu repérer qu'un nombre limité d'articles sur la question, et la plupart se bornaient à répéter l'argument de l'OTAN, à savoir qu'il s'agissait d'une "simple modernisation". Deux articles de fond ont soulevé d'autres points. L'*Ottawa Journal* (22 octobre) a publié un article du magazine *The Economist*, où l'auteur soutenait que le déploiement des missiles constituait une "mesure raisonnable" pour inciter les Soviétiques à reprendre les négociations. Le *Toronto Star* (29 novembre) a publié un reportage de Gwynne Dyer selon qui l'inquiétude de M. Brezhnev à propos des Pershing II pourrait se traduire par une grande "offensive soviétique de paix" en Europe.



Mike Constable

Lorsque la décision finale a été approuvée le 12 décembre, très peu d'éditorialistes s'y sont attardés. Dans un éditorial de *La Presse* (19 décembre), Jean Pellerin s'est intéressé à la décision des Pays-Bas de retarder le déploiement des missiles sur leur territoire. Dans un article paru le 17 décembre, l'*Ottawa Citizen* disait que la décision "n'était pas faite pour diminuer les tensions de la guerre froide", mais qu'il n'y avait peut-être pas d'autre solution. Le *Winnipeg Tribune* (15 décembre) disait que l'Europe, tant occidentale qu'orientale, s'était transformée en un gigantesque échiquier où les deux grands, tels des personnages d'Alice au pays des merveilles, s'adonnaient allègrement à un jeu des plus périlleux.

D'après un reportage de l'agence *Canadian Press* diffusé le 27 octobre depuis Ottawa, la quasi-pénurie de commentaires au Canada s'expliquait en partie par l'attitude détachée qu'affichait le gouvernement canadien à l'égard de cet important débat dans l'OTAN. M. McKinnon a annoncé aux journalistes qu'il n'avait pas l'intention de se décider avant la réunion de décembre. Le Parlement n'a manifesté aucun intérêt; une seule question a été posée en Chambre pendant toute la session, et alors seulement au cours de la semaine qui a précédé la dernière séance à Bruxelles. Et puis, bien entendu, le gouvernement Clark est tombé pendant que se déroulait cette fameuse réunion de l'OTAN; le ministre des Affaires extérieures, Mme Flora MacDonald, n'a même pas eu l'occasion de prononcer son discours parce qu'elle cherchait à rentrer au pays pour le vote fatidique à la Chambre des communes. La décision de l'OTAN fut bientôt oubliée dans le brouhaha de la campagne électorale.

La conclusion qui semble s'imposer est la suivante: vers la fin des années 1970, les journaux canadiens se sont généralement contentés de suivre l'exemple du gouvernement et du Parlement : si Ottawa minimisait une question ou la passait sous silence, la presse faisait de même. Or, en 1979, les journaux européens et certains journaux américains ont couvert la question de façon beaucoup plus informée, voire critique.

En 1980, la presse canadienne s'est d'abord penchée sur l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS et, sur le plan national, elle s'est intéressée au nouveau gouvernement Trudeau. L'attention de la presse américaine était accaparée, aux États-Unis, par la campagne électorale, et à l'étranger, par le sort des otages en Iran, puis par la crise provoquée par le mouvement Solidarité en Pologne.

En 1981, ces questions ont commencé à bénéficier d'une attention plus soutenue, même au Canada. En effet, le nouveau gouvernement Reagan parlait volontiers d'accroître les arsenaux, multipliait les discours anti-soviétiques et minimisait la composante "limitation des armements" de la «double décision» prise par l'OTAN en 1979.

À l'automne, les mouvements pacifistes européens ont commencé à défrayer la chronique canadienne, avec divers articles expliquant pourquoi l'Europe s'inquiétait de l'escalade nucléaire qui s'accomplissait chez elle. Cette fois-ci, le *Globe* a publié une excellente série d'articles de fond rédigés par l'éditorialiste Stan McDowell sur la course aux armements nucléaires et sur son aboutissement probable.

Mais c'est un article de Don Sellar, travaillant pour l'agence *Southam News* à Washington qui a vraiment ouvert les yeux des Canadiens sur la question. Cet article du 10 mars 1982 révélait que le Canada se préparait à accepter que les missiles de croisière soient mis à l'essai au-dessus de son territoire.

La nouvelle est sortie au moment où le Sous-comité des Affaires étrangères de la Chambre des communes terminait son étude sur la limitation des armements et le désarmement en prévision d'une séance extraordinaire de l'ONU sur le désarmement. Les ministres des Affaires extérieures et de la Défense ont dû être rappelés aux audiences, les députés se sont tout à coup intéressés de beaucoup plus près à la limitation des armements et à l'OTAN, les mouvements pacifistes sont devenus plus actifs, et la presse canadienne s'est mise à couvrir plus assidûment toutes ces questions. Le *Toronto Star* a consacré toute la première page de son numéro du 10 avril à la course aux armements nucléaires et à la prolifération des groupes pacifistes.

Le débat s'est intensifié au début de 1983, au moment où le Canada s'apprêtait à signer un accord global sur la mise à l'essai d'engins militaires américains. Les inquiétudes du public canadien et la couverture que la presse canadienne a accordée à toutes ces questions ont encouragé le premier ministre Trudeau à lancer sa propre initiative de paix en 1984, après l'échec des négociations sur la limitation des armements et le déploiement des premiers missiles de croisière et Pershing II en Europe.

Comparé à la façon épisodique et sommaire dont les journaux canadiens ont couvert en 1979 les questions se rapportant à la sécurité et à la limitation des armements, la presse semble désormais s'efforcer bien davantage d'examiner plus sérieusement ces thèmes difficiles. Elle commence même à soulever des questions, plutôt que de gober tout simplement ce que le gouvernement et l'OTAN lui servent. Ce faisant, la presse favorise le débat sérieux que méritent tant ces sujets. □